LE ROLE DU CONCILIEUR DANS LE TRIBUNAL SPECIAL CIVIL SPECIAL DU 4E TRIBUNAL CIVIL SPECIAL DE MACAPÁ-AP, AMAZÔNIA, BRÉSIL

ARTICLE ORIGINAL

NETO, Dalk Dias Salomão¹, SOUSA, Nicole Moreira Faria², DENDASCK, Carla Viana³, FECURY, Amanda Alves⁴, OLIVEIRA, Euzébio de⁵, DIAS, Claudio Alberto Gellis de Mattos⁶

NETO, Dalk Dias Salomão. Et al. **Le rôle du conciliateur dans le tribunal spécial civil spécial du 4e tribunal civil spécial de Macapá-AP, Amazônia, Brésil**. Revista Científica Multidisciplinar Núcleo do Conhecimento. An 06, Ed. 05, Vol. 11, p. 80-92. Mai 2021. ISSN: 2448-0959, Lien d'accès: <https://www.nucleodoconhecimento.com.br/droit/special-civil>, DOI: 10.32749/nucleodoconhecimento.com.br/droit/special-civil

RÉSUMÉ

En raison de nombreux problèmes sociaux, la justice a commencé à être plus demandée par la société. Il était urgent d'insédant un nouveau paradigme, avec la création de tribunaux spéciaux, fondés sur la conciliation, comme moyen alternatif de

¹ Avocat, Baccalauréat en droit (CEAP - Centre d'Enseignement Supérieur de l'Amapá), Spécialiste du droit du travail et du processus du travail par l'établissement d'enseignement Damásio.

² Avocat, Baccalauréat en Droit (CEAP - Centre d'Enseignement Supérieur de l'Amapá), spécialiste du droit procédural civil par l'institution Damásio Educacional.

³ Théologien, docteur en psychanalyse clinique. Il travaille depuis 15 ans avec la Méthodologie Scientifique (Méthode de Recherche) dans l'Orientation de Production Scientifique pour les étudiants en Master et Doctorat. Spécialiste en études de marché et recherche en santé, doctorant en communication et sémiotique (PUC SP).

⁴ Biomédical, PhD en maladies tropicales, professeur et chercheur du cours médical du campus de Macapá, Université fédérale d'Amapá (UNIFAP), Pro-Recteur de la recherche et des études supérieures (PROPESPG) de l'Université fédérale d'Amapá (UNIFAP).

⁵ Biologiste, Ph.D. en maladies tropicales, professeur et chercheur du cours d'éducation physique, Université fédérale du Pará (UFPA).

⁶ Biologiste, Ph.D. en recherche théorique et comportementale, professeur et chercheur du cours de chimie de l'Institut d'éducation fondamentale, technique et technologique de l'Amapá (IFAP) et du Graduate Program in Professional and Technological Education (PROFEPT IFAP).

RC: 85944

Lien d'accès: <https://www.nucleodoconhecimento.com.br/droit/special-civil>

résolution des conflits comme solution partielle. Les tribunaux spéciaux ont beaucoup évolué depuis sa création, par le biais de la loi 9.099/95, qui s'est avérée extrêmement importante pour la réorganisation de la justice, face aux grandes exigences des poursuites judiciaires. L'objectif de ce travail était d'analyser le rôle du conciliateur dans le tribunal civil virtuel spécial dans le 4^{avara} du tribunal civil spécial de Macapá AP, Amazônia, Brésil. On conclut qu'il y a eu une évolution historique des juges spéciaux, depuis sa mise en œuvre par la loi 9.099/95 jusqu'à l'interprétation de ses principes tels que la rapidité procédurale, l'informalité et, tous, indiquant la réalisation d'un processus plus rapide et plus efficace. PROJUD et TUCUJURIS en informatisant les tribunaux spéciaux semblent importants dans la modernisation du processus, les rendant plus simples, plus rapides et accessibles à tous et suivant ainsi les tendances technologiques mondiales. Les tribunaux spéciaux dans leur ensemble devraient chercher à investir de plus en plus dans les conciliateurs et les actions visant la conciliation, telles que les semaines de conciliation de l'État et du pays, car il y aura donc de grandes chances que les affaires judiciaires acquièrent une plus grande aisance.

Mots-clés: Tribunal civil spécial, Conciliation, Conciliateur.

INTRODUCTION

En raison de nombreux problèmes sociaux, la justice a commencé à être plus demandée par la société, ayant des problèmes, tels que le grand nombre d'exigences procédurales, le retard dans les processus de jugement et la bureaucratie (Sena et Richa, 2011; Guimarães, 2013).

Si l'on ajoute ces situations à la difficulté d'accès des personnes ayant une hyposufficiency économique dans le système judiciaire, il y avait un besoin urgent d'un nouveau paradigme, ayant comme solution partielle la création de tribunaux spéciaux, fondés sur la conciliation, comme moyen alternatif de résolution des conflits (Séripas, 2015).

Les tribunaux spéciaux du Brésil, anciennement appelés Cour des petites créances, ont été calqués sur une structure américaine connue sous le nom de *Small Claims Courts* ou Cour des petites causes. Créé en 1934 à New York, dans le but de profiter d'actions civiles de petite valeur. La principale caractéristique de ce modèle de coupe est le pragmatisme propre à la culture américaine, c'est-à-dire que le conflit observé s'élève à une perspective plus rapide, simple et plus facile. Il n'était pas nécessaire de chiffrer l'avocat, qui a été demandé en fonction de la complexité de la situation (Porto, 2008).

Ce modèle de cour est apparu au Brésil, d'abord à Rio grande do Sul, en 1982, devant le fonctionnement des Conseils de conciliation et d'arbitrage, créés dans le but de résoudre, extrajudiciaires, les conflits de petites causes, démontrant un grand intérêt pour la construction d'une justice (Silva, 2013).

Après avoir pris de l'importance dans le scénario national, en 1984, le pouvoir judiciaire a eu comme jalon la loi n° 7 244, qui prévoit la création et le fonctionnement de tribunaux de petite cause, étant consolidé et légitimé le succès de l'expérience obtenue avec les Conseils de conciliation et d'arbitrage, ayant pour devoir, d'assurer une justice égale (Silva, 2013).

A partir de ce moment, plusieurs procédures judiciaires spéciales commencent à émerger dans tout le pays, réglementées dans les fonctions de l'Etat par le droit commun, ne couvrant que les causes civiles de faible valeur économique, stipulées pour la première fois dans jusqu'à vingt (20) salaires minimums. Ainsi, elle a également permis aux plus dénués financièrement de la possibilité et de la garantie juridique de rechercher le pouvoir judiciaire afin d'obtenir une résolution pacifique de leurs conflits (Silva, 2013).

La Constitution fédérale de 1988 a démontré la nécessité réelle de créer des juges spéciaux, et leur mise en œuvre dans tout le pays, étant une mesure obligatoire, puisqu'elle était auparavant facultative pour les États. Les CF ont assuré par l'art. 98, point I, l'autorisation de mettre en œuvre les tribunaux civils spéciaux pour réconcilier, poursuivre, juger et exécuter les affaires civiles de moindre complexité, ainsi que les

tribunaux pénaux spéciaux pour réconcilier, juger et exécuter des infractions criminelles de moindre potentiel offensif, au moyen de procédures orales et très sumaríssimo (Sérpias, 2015).

Depuis la création de la loi complémentaire n° 123/2006, avec l'objectif de satisfaire les désirs des micro et petits entrepreneurs sur la constitution et la réglementation des ME et du PPE, afin de développer les affaires et de développer leur croissance dans l'économie brésilienne. Ainsi, le ME et le PPE ont gagné de la place dans le scénario national, et à partir de cette loi générale, la disposition juridique a été créée sur la possibilité que ces espèces d'entreprises, au niveau de l'État, ont le droit d'entrer au Tribunal civil spécial, apparaissant dans le pôle actif de l'action (Salomão, 2001). Compte tenu de la possibilité d'accéder à un tribunal spécial, ces sociétés peuvent entrer leurs actions sans la présence d'un avocat (ayant un plafond pour la valeur de l'action jusqu'à 20 salaires minimums), réduisant leurs dépenses. Il est important de souligner que les affaires devant les tribunaux spéciaux sont traitées plus rapidement que devant le tribunal commun, ce qui permet plus rapidement le recouvrement du capital, jusque-là perdu en raison d'un défaut de paiement des débiteurs (Tolentino, 2011).

En 2001, peu après la création de la loi 9.099/95 (Loi sur les tribunaux spéciaux), l'extension de la cour civile a été créée pour servir les microentreprises à Amapá, compte tenu de la raison pour laquelle elles ne pouvaient pas demander au Tribunal spécial central, qui était le seul en activité dans un État à l'époque, ayant comme coordinateur le magistrat Sueli Pini, actuellement président de la Cour de justice d'Amapá (Serra, 2015).

Peu après la création du statut national de ME et de PPE, la loi complémentaire n° 044/2007 a été créée, où elle montre que les avantages de la loi n° 123/06 ont été acceptés par le gouvernement de l'Amapá, le Tribunal spécial de microentreprise et de petite entreprise a finalement été créé en mars 2012 (Serra, 2015).

La cour de micro-entreprise, à Amapá, a un rôle pertinent à travers le travail développé et le nombre de réconciliations fructueuses. La plupart des affaires, déjà déposées,

sont dues à l'approbation d'accords, tant judiciaires qu'extrajudiciaux. Raconter principalement avec l'aide de ses collaborateurs stagiaires, qui, dans la plupart des cas, sont les conciliateurs dans les audiences. Il est important de noter que la 4ème cour du tribunal civil spécial de Macapá est celle qui compte le plus de stagiaires de haut niveau de droit, compte tenu de leurs partenariats signés tjap, Fecomércio, FEMICRO et SEBRAE (Serra, 2015).

Par conséquent, les tribunaux spéciaux ont beaucoup évolué depuis sa création, par le biais de la loi 9.099/95, qui s'est avérée extrêmement importante pour la réorganisation de la justice, face aux grandes exigences des poursuites judiciaires. Ainsi que la valorisation de ME et PPE, gagner de la place devant les tribunaux spéciaux, de se battre d'une manière plus digne pour leurs droits, étant la 4e cour de la cour civile spéciale de Macapá (ancienne cour de microentreprise et petite entreprise de Macapá), pionnier au Brésil.

OBJECTIF

Analyser le rôle du conciliateur dans le tribunal civil virtuel spécial dans le 4avara du tribunal civil spécial de Macapá AP, Amazônia, Brésil.

MÉTHODE

Recherche quantitative et qualitative, à partir des données de la 4ème Cour du Tribunal civil Spécial de la ville de Macapá, Amapá, Amazônia, Brésil, sur la conciliation dans les procédures judiciaires.

RÉSULTATS ET DISCUSSION

Les tribunaux civils spéciaux sont des organes qui composent la justice ordinaire et qui ont été créés dans le but de conciliation, de procédure, de procès et d'exécution, dans les causes de leur compétence, disciplinés par la loi fédérale n° 9 099 du 26 septembre 1995. Les fondements de cette procédure sont guidés par les critères d'oralité, de simplicité, d'informalité, d'économie procédurale et de rapidité, visant,

dans la mesure du possible la conciliation, la réparation du préjudice subi par la victime et l'application d'une peine non privative de liberté (Neto e Júnior, 2011).

L'intention réelle des tribunaux civils spéciaux est le règlement des problèmes d'accès à la justice, essentiellement liés aux coûts et au retard des affaires, et il existe également de nombreux obstacles que rencontrent les citoyens, qui appellent à la justice (Guimarães, 2013).

Les juges civils spéciaux sont de plus en plus présents dans la vie de l'ensemble de la population, puisque leur propre existence est justifiée. Elle est présentée par sa manière moderne d'agir, par la qualité du service et par les intérêts de ses dirigeants qui les rendent de plus en plus agiles et accessibles (Bacellar, 2003).

Le Tribunal civil spécial a compétence pour la conciliation, les procédures et le jugement des affaires civiles de moindre complexité, sont des exemples: les cas dont la valeur ne dépasse pas quarante fois le salaire minimum; ceux énumérés à l'art. 275, point II, du Code de procédure civile; l'action d'expulsion pour son propre usage; actions de possession sur des biens immobiliers de valeur ne dépassant pas quarante fois le salaire minimum; titres de direction extrajudiciaires (billets promissoires, chèques, contrats), jusqu'à quarante fois le salaire minimum; recouvrement et indemnisation des dommages(p. ex. dommages causés par des accidents de la circulation) (Barouche, 2010).

PRINCIPES DES JUGES CIVILS SPÉCIAUX

La création de juges spéciaux est une étape importante pour le monde juridique dans tous ses domaines, rendant nécessaire de mettre en évidence les principes qui guident cet ordre, tant dans la recherche de son sens, que dans la portée et l'applicabilité de la norme juridique (Porto, 2008).

Selon Sérpias (2015), « l'objectif de la création d'un tribunal civil spécial est de résoudre rapidement et économiquement les petits problèmes du citoyen au quotidien ». Ainsi, la loi a été créée sur la base de principes compatibles avec la facilitation de l'accès à la justice de ceux qui la recherchent.

PRINCIPE D'ORALITÉ

En raison du moule moderne des juges spéciaux, le principe de l'oralité se distingue par sa facilité d'applicabilité. Ce principe est inclus parmi les généraux des procédures civiles, avec l'objectif d'actes procéduraux en vigueur par voie orale, bien que ces actes puissent être réduits à l'écriture (Silva, 2012).

Dans les courtoisies spéciales, ce principe est beaucoup plus présent, et seul l'essentiel est réduit à terme. Le reste peut être gravé sur bande magnétique ou équivalent, selon l'article 13, §3, de la loi n° 9 099/95 (Brésil, 1995). Cela montre que l'oralité n'a pas remplacé l'écriture, qui vont de pair, puisqu'il est essentiel de faire du processus et de la conversion de leurs actes procéduraux un terme.

L'application de ce principe vise également à faire en sorte que les actes procéduraux se accomplissent en une seule étape ou à des moments approximatifs. Ainsi, ce principe fait directement référence à la rapidité procédurale, puisqu'il ne devrait pas y avoir un écart de temps très important entre les pratiques procédurales (Silva, 2012). Ainsi, ce principe cherche la simplicité procédurale, comme un moyen de faciliter l'avancement du processus, culminant dans sa vitesse.

PRINCIPE D'INFORMALITÉ ET DE SIMPLICITÉ

Le nom même de ces principes démontre déjà son intention, vise à faciliter le processus et l'accès au pouvoir judiciaire, non pas en tenant le formulaire lui-même, mais plutôt à une plus grande flexibilisation des actes procéduraux, en les validant chaque fois qu'ils atteignent leur but, selon (art. 13 de la loi 9.099/95): « Art. 13 – Les actes procéduraux seront valides chaque fois qu'ils rempliront les objectifs pour lesquels ils sont exécutés, en remplissant les critères indiqués à l'art. 2 de cette loi » (Brésil, 1995)

Le principe de simplicité n'est rien de plus qu'un déroulement du principe d'informalité, qui à son tour est la tentative de rendre les procédures judiciaires plus informelles, sans cette exacerbation des formalismes et des bureaucraties. Selon Bobbio, le zèle

pour la bureaucratie procédurale plutôt que d'assurer l'efficacité complète des dispositions judiciaires a fini par entraîner le report des procédures (Porto, 2008).

Un exemple pratique de ces principes est la façon dont la citation postale est faite d'entités juridiques de droit privé, étant valide avec la simple livraison de correspondance à tout employé responsable de la réception (art. 18, point II, de la loi no. 9.099/95), contrairement au Code de procédure civile qui conditionne la livraison à certaines personnes, par exemple, celles qui ont des pouvoirs de gestion ou d'administration; (art. 18, § 2 de la loi 9 099/95) (Brésil, 1995): « Art. 18 – La citation doit être fai[...]te: II – dans le cas d'une personne morale ou d'une entreprise individuelle, par la livraison à la personne en charge de la réception, qui doit nécessairement être identifiée ».

Par conséquent, ces deux principes dans le but principal d'amener la population la plus simple au forum, puisque la partie la plus défavorisée du peuple et des laïques dans les affaires juridiques se sent timide devant les avocats, les juges, les formalismes et les personnes ayant des vocabulaires plus farfelus.

PRINCIPE DE L'ÉCONOMIE PROCÉDURALE

Un autre principe est celui de l'économie procédurale, qui à son tour est un guide non seulement de la cour spéciale, mais de la théorie générale du processus dans son ensemble, puisqu'à travers elle a pour objectif principal d'atteindre autant de résultats avec les dépenses économiques les plus faibles possibles (Sérpas, 2015).

Par conséquent, ce principe vise à ce que le plus grand nombre d'actes procéduraux soient accomplis dans les plus brefs délais et de la manière la moins coûteuse possible.

PRINCIPE DE LA RAPIDITÉ PROCÉDURALE

Quant au principe de la rapidité, il s'agit d'assurer l'efficacité de la justice, dans le but de faire les effets d'une peine, par exemple, de manière pratique et rapide et non pas

lentement comme cela se produit dans de nombreux cas, notamment en dehors des tribunaux spéciaux (Sérpias, 2015)

Selon Sérpias (2015) « Le retard dans la disposition judiciaire est devenu une règle alors qu'il devrait être une exception. Le retard de la fin du processus a été institutionnalisé. Ainsi, les autres principes ne sont rien de plus qu'une conversion au principe de la vitesse, dans le but de rendre le processus plus rapide.

Par conséquent, sans aucun doute, l'attente la plus élevée générée par la loi 9.099/95 est la promesse de vitesse sans violation du principe de sécurité des drains juridiques. Avec l'intention de rendre le processus plus agile et plus rapide, et seulement de cette façon atteindre son objectif principal, une réponse efficace de la fourniture judiciaire à la société.

INFORMATISATION DES JUGES CIVILS SPÉCIAUX- PROJURD

Le monde a connu une grande avancée technologique ces dernières années, alliée au manque d'espace physique pour protéger de nombreux processus, en particulier après la constitution de 1988 et l'internationalisation de l'économie avec la création du réel, des facteurs qui ont tiré parti du nombre de poursuites judiciaires. Dans ce contexte, la justice brésilienne a créé la société PROJUDI (processus judiciaire numérique) (Silva, 2012).

L'objectif principal de la création de PROJUDI vise à accélérer la justice, à réduire les coûts, à accroître la capacité de traitement des actions, à faciliter le travail des avocats et à améliorer la qualité du service aux parties. Ainsi, il peut mettre fin à ces étagères pleines de papiers, puisque dans les décennies précédentes les processus ont été faits presque à la main, permettant une réduction du temps d'attente pour l'appréciation des demandes, toujours à la recherche de résoudre les conflits plus rapidement sans causer de préjudice aux parties.

La véritable révolution a commencé par la loi 11.419/2006, avec l'intention de discipliner le processus électronique, avec des changements profonds dans le Code de procédure civile, et en vue de rationaliser, d'amplifier, de raccourcir le chemin créé par la bureaucratie et la distance toujours commune dans les processus. Nous pouvons voir que deux domaines ont considérablement évolué avec l'informatisation, l'agilité et la rapidité procédurale, parce que les processus sont tous transmis par Internet sans avoir à quitter le bureau (Carvalho, 2006).

En ce qui concerne l'informatisation, l'État d'Amapá est allé plus loin, en 2005, en créant le système TUCUJURIS, un dispositif technologique qui cherche à gérer et à développer électroniquement les activités du système judiciaire. Informatisation des procédures judiciaires et exécution dans les secrétariats judiciaires, ainsi que stockage du contenu des différents actes procéduraux, visant ainsi une plus grande agilité des services, en remplacement du système actuel (Tjap, 2016).

Le système TUCUJURIS s'est amélioré au fil des ans, et ses procédures se sont améliorées de plus en plus, avec des ajouts de nouvelles fonctionnalités qui en font un logiciel plus intégré dans le cadre de la justice, la diversification de son opérationnalisation, visant à donner une plus grande efficacité à l'exécution des actes juridictionnels par les serveurs, magistrats, avocats défenseurs et procureurs, ainsi qu'une réponse plus rapide aux autres membres de la société qui utilisent ce service (Tjap, 2016).

Par conséquent, l'informatisation est indispensable au maintien d'une justice rapide et efficace, car elle rend le système judiciaire moderne, suivant les tendances technologiques d'aujourd'hui.

CONCILIATION DANS LES JUGES SPÉCIAUX CIVEIS

L'institut de conciliation est connu de la grande majorité des Brésiliens. Toutefois, son application dans le domaine du droit, liée aux questions appliquées à la justice conciliante, semble encore nouvelle pour beaucoup (Guimarães, 2013).

Bien que la conciliation soit présente dans le système juridique brésilien depuis l'époque de l'empire, c'est au cours des dernières décennies que cet institut a acquis une notoriété. Depuis l'émancipation politique du Brésil en 1822, la constitution de l'empire a ouvertement encouragé la résolution des conflits par des moyens non judiciaires, et la conciliation est une condition préventive et indispensable pour le traitement de toute cause, avec la figure du juge de paix comme principal moyen de résoudre le litige (Silva, 2013).

En 1982, le droit des tribunaux spéciaux de petites causes a été publié, dans le but de débureaucratiser le système judiciaire au niveau national. Créée définitivement en 1984 par la loi 7.244/84 (Sérpias, 2015).

Avec l'adoption de cette loi, la conciliation a une fois de plus une importance dans la résolution des conflits, y compris l'insertion de la figure du conciliateur, qui sera étudiée plus tard (Guimarães, 2013).

La conciliation est une méthode utilisée dans les conflits moins complexes, dans laquelle le troisième facilitateur peut adopter une position plus active mais neutre à l'égard du conflit, sans perdre l'impartialité. Il s'agit d'un bref processus consensuel qui vise à résoudre efficacement les conflits, dans les limites possibles, des relations sociales entre les parties concernées (Sérpias, 2015).

En résumé, « la conciliation est un institut du processus, parce que c'est l'un de ses moments qui produit des effets procéduraux, privilégie le principe curieux et le rôle du juge intervenant dans la formation de la volonté des parties » (Nassif, 2005).

La conciliation est un processus d'auto-complaisance dans lequel un tiers impartial (le conciliateur) aide les parties au conflit afin de trouver une solution satisfaisante pour toutes les parties (Silva, 2013).

La conciliation devant la 4ème cour du tribunal civil, est assez développée et pratiquée, étant un tel tribunal connu à l'échelle nationale pour le travail développé et le nombre de réconciliations positives. La plupart des affaires déjà déposées sont le fruit de l'approbation d'accords, tant judiciaires qu'extrajudiciaux (Serra, 2015).

Nous pouvons alors conclure que l'instauration de la conciliation est sans aucun doute le moyen alternatif le plus largement utilisé et le plus connu de résolution des conflits au Brésil, permettant à la justice de résoudre rapidement ses demandes, et rendant réelle la possibilité d'une résolution pacifique des lides.

MESURES DE CONCILIATION

La conciliation, aussi informelle soit-elle, a certaines étapes qui doivent être observées par le conciliateur dans l'interprétation d'un accord, des étapes qui ne sont pas des règles. Toutefois, le respect de ces étapes contribue à la rapidité et à l'efficacité du processus (Sérpas, 2015).

Par conséquent, la conciliation a des lignes directrices à observer et ne devrait pas se faire par la simple volonté des parties ou du conciliateur. Ci-dessous, nous mentionnerons les principales étapes de la conciliation.

LE CONCILIATEUR ET SES CARACTÉRISTIQUES DANS LA COUR CIVILE VIRTUELLE

La question intéressante en ce moment est le chiffre du conciliateur dans les procédures de la loi 9.099/95. Les conciliateurs seront de préférence recrutés auprès d'étudiants en droit. Donc, si la loi a dit de préférence, il n'en fait pas une obligation. Ainsi, les spécialistes du droit peuvent également figurer en tant que conciliateurs. Selon la loi 9.099/95: « Art. 7. Les conciliateurs et les juges laïcs sont des auxiliaires de justice, recrutés, le premier, de préférence, parmi les étudiants en droit, et le second, parmi les avocats ayant plus de cinq ans d'expérience » (Brésil, 1995).

Dans la pratique, la grande majorité des conciliateurs de la Cour civile spéciale sont des étudiants en droit, extraits des universités habituellement après l'entrée dans le cinquième semestre. Être un partenariat, où vous échangez travail contre expérience, ne pas être différent dans la 4ème cour du tribunal civil spécial (Serra, 2015).

Le conciliateur est l'un des sujets de conciliation et doit agir de manière neutre et impartiale, créant un moment et une situation dont les parties peuvent se sentir à l'aise

de négocier. Il doit utiliser sa psychologie pour rendre la conciliation fructueuse, à travers les volontés des parties de part et d'autre, c'est-à-dire que le conciliateur n'est rien de plus qu'un facilitateur (Porto, 2008).

Même en portant toute la charge émotionnelle, au cours de l'audience de conciliation, le conciliateur doit être aussi impartial que possible et neutre, doit assurer la fluidité et la légitimité du processus (Silva, 2013). L'impartialité du conciliateur est fondamentale à la conciliation, ce qui signifie qu'il ne privilégiera aucune des parties, et encore moins le jugement de valeur de la question liée au conflit. Il devrait donc transmettre la confiance aux parties. Ce n'est qu'ainsi qu'il est possible de construire un accord équitable pour tous (Amaral, 2011).

En ce qui concerne la 4ème cour de la cour civile spéciale, étant très célèbre pour le nombre de réconciliations fructueuses, obtenues dans les audiences quotidiennes ou des événements organisés sporadiquement comme: semaine de conciliation de l'Etat ou national et « samedi est aussi jour conciliaire », se distingue par l'efficacité de ses conciliateurs, et la plupart sont des stagiaires de plus haut niveau de droit, compte tenu de leurs partenariats signés entre le tribunal lui-même et le TJAP, Fecomércio, FEMICRO et SEBRAE (Serra, 2015).

Ainsi, la figure du conciliateur face à la conciliation est fondamentale, car c'est lui qui organise et mène le travail. Il doit agir conformément à la loi et aux lignes directrices à respecter.

L'EFFICACITÉ DE LA CONCILIATION

Non seulement le manque d'efficacité et d'rapidité des principaux problèmes de justice, mais d'autres situations contribuent à retarder et à arrêter le système judiciaire. Par conséquent, grâce à la Constitution fédérale de 1988 et réglementée par la loi 9 099/95, les tribunaux civils spéciaux sont apparus comme un moyen d'élargir l'accès à la justice et ont été caractérisés comme une « soupape d'évasion » à la justice commune, modifiant les procédures traditionnelles inefficaces, en particulier pour la résolution des petits conflits (Guimarães, 2013).

La création de tribunaux spéciaux et le recours à la conciliation ont une efficacité bien au-delà de ce qui est attendu, car en plus de décharger le système judiciaire, elle a porté à la portée de la justice des citoyens qui, jusque-là, n'ont pas utilisé ce moyen pour résoudre leurs conflits, répandant ainsi la loi et la culture de la paix (Guimarães, 2013).

Ainsi, au fil des ans, la conciliation s'est avérée efficace, puisqu'elle a déboisé le pouvoir judiciaire, par la réduction des coûts, des délais et la résolution de causes moins complexes, créant de nouveaux paramètres pour la résolution des conflits dans l'ensemble de la justice, en tenant compte de la rapidité (Guimarães, 2013).

Ainsi, la plus grande rapidité des juges spéciaux est basée sur l'idée de vitesse et d'efficacité, et il existe deux façons de subdiviser l'efficacité, qualitative et quantitative. Le quantitatif ne concerne pas la qualité procédurale, ne tenant compte que de la rapidité des procédures et de la réduction des coûts, tandis que qualitative, à l'inverse, se préoccupe du contenu des décisions, en tenant compte de leur qualité en matière de conformité et d'adoption du processus démocratique, avec toutes les normes qui lui sont inhérentes (Neto, 2015).

En ce sens, nous pouvons dire que même si les tribunaux spéciaux et la conciliation sont efficaces, donner de la vitesse à leurs procédures ne signifie pas que les problèmes du système judiciaire ont été résolus, et encore moins peut-on dire que la justice dans son ensemble est rapide (Barouche, 2010).

En ce qui concerne Macapá, les juges spéciaux sont très efficaces, étant donné l'incitation à la conciliation (Serra, 2015).

Par exemple, la 4ème cour du tribunal spécial de Macapá, ancienne cour de microentreprises et de petites entreprises, a un travail très concret et efficace utilisant la conciliation, étant reconnu au niveau national pour son travail qui se traduit chaque année par des réconciliations fructueuses (Serra, 2015).

Au cours de l'année, de nombreuses actions de conciliation sont menées, telles que des semaines de conciliation nationale et état, par exemple. En eux, la 4ème cour de

la cour civile spéciale de Macapá est toujours celle qui fait les réconciliations les plus fructueuses (Serra, 2015).

La partie physique de la cour limite sans aucun doute considérablement le nombre de conciliations, mais malgré cela, 12 à 25 audiences de conciliation ont lieu chaque jour, un nombre plus élevé que les autres tribunaux spéciaux du tribunal central de Macapá (Serra, 2015).

La figure 1- montre le nombre d'affaires concernant la conciliation, l'instruction et le jugement

(Serra, 2015).

La figure 1 montre l'efficacité des audiences de conciliation tenues devant la 4e cour du tribunal civil spécial de Macapá. Au cours des premières audiences de conciliation, le pourcentage d'accords fructueux est plus élevé; et l'entente infructueuse est plus faible (compte tenu de la présence du conciliateur), par rapport à l'étape de l'instruction et du jugement, devant le juge.

Par conséquent, nous pouvons conclure que l'objectif de la création de tribunaux spéciaux a été atteint par la 4ème cour du tribunal civil spécial de Macapá, parce que, par la conciliation, le nombre de demandes résolues par des accords est important par

rapport aux autres phases procédurales. Démontrant ainsi l'efficacité du conciliateur en tant que moteur des audiences de conciliation.

CONCLUSIONS

Compte tenu de l'augmentation du nombre de cas, le système judiciaire semble être devenu encombré et inefficace, et il est nécessaire de chercher de nouveaux moyens de résolution des conflits. La réponse du pouvoir judiciaire a été la création de tribunaux spéciaux utilisant la conciliation.

Il y a eu une évolution historique des juges spéciaux, depuis sa mise en œuvre par la loi 9.099/95 jusqu'à l'interprétation de ses principes tels que la rapidité procédurale, l'informalité et, tous, soulignant la réalisation d'un processus plus rapide et plus efficace.

PROJUD et TUCUJURIS en informatisant des tribunaux spéciaux semblent importants pour moderniser le processus, le rendre plus simple, plus rapide et plus accessible à tous et ainsi suivre les tendances technologiques mondiales

L'institut de conciliation s'avère être le principal moyen alternatif de résolution des conflits, une forme d'auto-composition, par lequel les parties créent la solution aux problèmes, désacrosant le système judiciaire par la vitesse.

La conciliation par la rapidité, les faibles coûts et l'efficacité semble rendre le système judiciaire plus attrayant pour une partie de la société à faible revenu et pour les laïcs du sujet, qui croient en la possibilité de résoudre leurs problèmes derrière la justice, générant ainsi des effets positifs sur la pacification sociale.

L'évolution de la procédure spéciale, fondée sur la conciliation, ne serait pas efficace sans la présence du conciliateur. C'est lui qui dirige les parties vers la rédaction d'un accord, en menant impartialement, en guidant la procédure sur de nombreux principes et lignes directrices. Ainsi, il devrait y avoir une plus grande préoccupation avec la formation de ces agents, car ce sont eux qui sont à l'avant-garde de la plupart des exigences du pouvoir judiciaire, traitées directement et quotidiennement avec la

population et ses problèmes, dans des situations stressantes et, parfois, difficiles à concilier.

Les tribunaux spéciaux dans leur ensemble devraient chercher à investir de plus en plus dans les conciliateurs et les actions visant la conciliation, telles que les semaines de conciliation de l'État et du pays, car il y aura donc de grandes chances que les affaires judiciaires acquièrent une plus grande aisance.

RÉFÉRENCES

AMARAL, R. L. S. D. **A Conciliação no Processo Judicial**, . 2011. 64 (Graduação). Faculdade de Ciências Jurídicas da Universidade Tuiuti do Paraná, Curitiba PR.

BACELLAR, R. P. **Juizados Especiais - a Nova Mediação Paraprocessual**. São Paulo: Revista dos Tribunais, 2003. 286.

BAROUCHE, T. D. O. Os Juizados Especiais Cíveis e a Problemática da Celeridade Processual. **Revista de Direito dos Monitores da UFF**, n. 7, p. 1-24, 2010.

BRASIL. **LEI Nº 9.099, DE 26 DE SETEMBRO DE 1995**. JURÍDICOS, S. P. A. Brasília DF: Presidência da República - Casa Civil 1995.

CARVALHO, J. P. C. D. A Era Virtual do Processo Judicial: A Experiência dos Juizados Especiais Virtuais e o Projeto de Lei de Informatização do Processo. **Revista Direito e Liberdade**, v. 3, n. 2, p. 453 – 484, 2006.

GUIMARÃES, A. A Crise do Judiciário e a Eficácia da Conciliação nos Juizados Especiais Cíveis Estaduais de São Luis - MA. **Revista Thesis Juris**, v. 2, n. 1, p. 142-161, 2013.

NASSIF, E. **Conciliação judicial e indisponibilidade de direitos: paradoxos da “justiça menor” no processo civil e trabalhista**. São Paulo SP: Editora LTR, 2005.

NETO, A. G. A Audiência de Conciliação no Novo Código de Processo Civil. *Revista Eletrônica de Direito Processual – REDP*. **16**, n. 16, p. 29-57, 2015.

NETO, F. D. C. T.; JÚNIOR, J. D. F. **Juizados Especiais Estaduais Cíveis e Criminais. Comentários à Lei nº 9.099/95**. 7ªed. São Paulo: Revista dos Tribunais, 2011. 960p.

PORTO, A. P. G. **Juizados Especiais Cíveis - O Papel do Conciliador** 2008. 59p. (Especialização). Universidade Estadual Vale do Acaraú, Fortaleza CE.

SALOMÃO, L. F. As Microempresas nos Juizados Especiais. **Revista da EMERJ**, v. 4, n. 4, p. 62-73, 2001.

SENA, A. G.; RICHA, M. D. A. A conciliação judicial trabalhista em uma política pública de tratamento adequado e efetivo de conflito de interesses. In: PELUSO, A. C. e RICHA, M. D. A. (Ed.). **Conciliação e mediação: estruturação da política judiciária nacional**. Rio de Janeiro RJ: Forense, 2011. p.115-139.

SÉRPIAS, L. **Juizado Especial, Cível, Criminal, Federal e da Fazenda Pública**. São Paulo: TradeBook, 2015. 1615p.

SERRA, A. B. C. S. **Juizado Especial da Microempresa e Empresa de Pequeno Porte: Um Estudo de Caso na Cidade de Macapá**. 2015. 18p. (Graduação). Estácio de Sá, Macapá AP.

SILVA, É. B. **Conciliação Judicial**. Brasília DF: Gazeta Juridica, 2013. 432p.

SILVA, P. G. **A Conciliação como Instrumento de Solução de Conflitos**. 2012. (Graduação). Centro Universitário Eurípides de Marília – UNIVEM, Marília SP.

TJAP. Sistema TUCUJURIS – Processo Judicial Eletrônico. Macapá AP, 2016. Disponível em: < <http://www.tjap.jus.br/portal/sobre.html> >. Acesso em: 22/02/2016.

TOLENTINO, A. V. A competência do Juizado Especial Cível. 2011. Disponível em: < <http://www.direitonet.com.br/artigos/exibir/6387/A-competencia-do-Juizado-Especial-Civel> >. Acesso em: 30/05/2016.

MULTIDISCIPLINARY SCIENTIFIC JOURNAL

**NÚCLEO DO
CONHECIMENTO**

REVISTA CIENTÍFICA MULTIDISCIPLINAR NÚCLEO DO
CONHECIMENTO ISSN: 2448-0959

<https://www.nucleodoconhecimento.com.br>

Soumis : Mai 2021.

Approuvé : Mai 2021.

RC: 85944

Lien d'accès: <https://www.nucleodoconhecimento.com.br/droit/special-civil>